

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

Contre yalta
(suite pages 6 et 7)

santé : le droit à l'égalité

DU 11 FÉVRIER AU 24 FÉVRIER 1982 - 12ème année - N° 353 - 5 F

M 2242 - 353 - 5 F



**quand
nos lecteurs
prennent
la parole...**

**SUR LA POLOGNE
ET M. JOBERT**

Je vous trouve bien sévère, Bertrand Renouvin, et bien expéditif, dans votre éditorial du numéro 350 de «Royaliste», quant à la réaction du gouvernement français aux bouleversements polonais et, singulièrement, à la réaction de M. Jobert.

Expéditif aussi, votre rattrapage en troisième colonne, sur les positions «en flèche» prises après coup, par MM. Mitterrand et Jospin. Votre information semble déficiente, puisque vous omettez de citer d'abord M. Jobert, qui fut pourtant le seul, dès le 13 décembre et sur le sol soviétique, à sauver l'honneur - puisque entre nous nous aimons les grands mots.

Permettez-moi de vous aider dans votre tâche de journaliste, en vous rappelant les déclarations du Ministre d'Etat, telles que l'AFP les a reproduites : «depuis des mois, la Pologne connaît une expérience qui suscite l'intérêt, la considération ou l'inquiétude, selon le camp où l'on se place. Ce n'est pas parce que l'absence d'informations recouvre de silence la situation polonaise que nous pouvons tout d'un coup nous laver l'esprit, nous laver le cœur et surtout nous laver les mains de toute cette considération que nous avions hier». «Je ne crois pas, a-t-il ajouté, qu'il n'en a jamais été question.»

Vous avez mieux à faire que de distribuer des satisfecits aux uns, des leçons de morale aux autres. Demeurez, pour vous et pour nous, un observateur vigilant : mais ne méprisez pas trop «les valeurs de l'action», comme eut dit Malraux, et ceux qui s'y efforcent dans la suite des jours.

**Ph. B.
Paris**

royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

**santé :
le droit à l'égalité**



Quel est le véritable objectif du ministre communiste de la Santé ?

la santé à quel prix ?

Jack Ralite travaille à l'élaboration de sa charte de la santé qu'il va proposer incessamment. Il vient de faire paraître le carnet de voyage de son «tour de France» où toutes ses conceptions et propositions sont consignées. Inutile de préciser l'importance d'un tel document pour tous les Français soucieux de connaître la façon dont ils seront soignés demain ...

Si le but avoué de son tour de France fut de dresser, sur le terrain, un état du système de santé français, notre ministre en a profité pour recueillir les revendications de ses camarades syndicalistes et, par un choix judicieux de ses étapes, faire le constat des inégalités en matière de santé. Enfin, à l'évidence, il a voulu rassurer les professionnels de santé et désarmer leur mauvaise humeur amplifiée par les bruits divers qui couraient ces mois derniers. De plus, si il a su tenir son rôle de Ministre, l'esprit de sa démarche et sa préoccupation constante des problèmes de ceux qui travaillent et peinent à la santé des autres, en ont donné l'image d'un ministre militant. Barrot et son P.N.B. ont laissé place à de nouveaux hommes qui emploient des méthodes radicalement opposées. L'ère des «enveloppes incompressibles» calculées en fonction des nécessités économiques et attribuées sans prendre en compte les difficultés humaines sur le terrain, est provisoirement dépassée. Morte est l'austérité ! Au moins pour l'heure et dans les mots ...

QUELLES MESURES CONTRE LES INÉGALITÉS ?

«L'espérance de vie d'un O.S. est de huit années plus courte que celle d'un P.D.G.». Au delà de cette donnée statistique brute qui aurait dû, déjà depuis longtemps, interpeller tous les Français si elle n'avait été occultée par les gouvernements précédents, il faut sentir la volonté de redonner une réalité à la solidarité nationale. Solidarité avec tous ces travailleurs qui ressentent dans leur corps et leur esprit, l'usure de leur vie au service de la production du Pays. Il serait de justice élémentaire d'en tenir compte à chaque fois qu'un responsable parle de «relance» en consultant ses graphiques et ses chiffres en baisse. Ce qu'hier nous ne pouvions espérer, un ministre communiste, aujourd'hui, l'étale au grand jour. Quelle force le parti communiste tire-t-il de cette unique vertu !

«Case départ» de sa volonté réformatrice, le constat des inégalités dressé par Jack Ralite, l'amène à réserver une place privilégiée pour la prévention. Cette prévention, d'après lui, doit dépasser la

stricte conception de dépistage et d'hygiène pour devenir un acte positif de Promotion de la Santé Publique. Le travailleur doit avoir la maîtrise de ses conditions de vie et de travail pour pouvoir, comme le dit Jean-Paul II dans sa dernière encyclique, «être d'avantage».

Pour ce faire, le ministre de la Santé, veut s'employer à renforcer considérablement le rôle des organismes existants voués à la prévention (Protection Maternelle Infantile, Médecine du travail, médecine scolaire, Mutualité...) Il est prévu d'augmenter le budget prévention de 120% (de 81 à 82, non compris les créations d'emploi) !

De plus il prévoit d'étudier des «mesures inégalitaires contre les inégalités» qui permettraient de compenser les déséquilibres en équipement et en personnel constatés dans certaines régions défavorisées.

EN FINIR AVEC L'AUSTÉRITÉ

Au plan hospitalier, la suppression des lits et les restrictions de personnel ne sont plus de mise : il faut embaucher, investir dans l'équipement et développer les techniques de pointe (scanners).

Prônant aussi la déconcentration hospitalière, le ministre tient à régénérer les petits centres hospitaliers et redonner vie aux «hôpitaux locaux» qui, représentant 41% des établissements publics ne concernent que 7% des lits d'hospitalisation : ceci, pour améliorer le service envers des usagers qui forment une véritable émigration vers les grands centres, parfois fort éloignés de leur domicile et donc de leur cadre de vie. Toujours dans l'optique du rapprochement des équipements de soins vers le malade, Jack Ralite veut favoriser les formules d'hospitalisation de jour et d'hospitalisation à domicile, et généraliser la politique de sectorisation psychiatrique.

Au plan de la recherche et de l'industrie pharmaceutique et biomédicale, le gouvernement tient à inverser la tendance prônée sous le septennat précédent. Il faut doter la France d'une véritable stratégie industrielle et commerciale susceptible non seulement de reconquérir le marché intérieur en produisant et achetant français, mais aussi de disputer les

marchés étrangers aux Etats-Unis. Nous devons redevenir une nation «exportatrice de santé». On ne peut que se réjouir d'une telle ambition lorsqu'on la compare au choix giscardien consistant à abandonner le marché africain en ce domaine au profit des Etats-Unis.

VOUS AVEZ DIT «DÉCENTRALISATION» ?

En la matière, Jack Ralite paraît bien moins convaincant. Sa «décentralisation» du système de santé reste formelle, avec bien quelques corrections d'absurdités étatiques accumulées au fil des années : l'autorisation ministérielle ne sera plus indispensable à la création d'une blanchisserie hospitalière !

Pour le reste, les décentralisateurs seront à nouveau déçus. La tutelle de l'autorité centrale n'étant que «l'expression d'un souci réaliste : maintenir la cohérence entre celui qui finance et celui qui contrôle» et les plans de santé régionaux étant élaborés «avec les services extérieurs de l'Etat, les D.R.A.S.S. et les D.D.A.S.S. notamment, qui assurent le relais de la politique nationale», on ne voit pas bien ce qui serait souverainement décidé au pays.

Il est vrai que l'esprit même de la réforme est à l'opposé d'une volonté décentralisatrice : la préférence qui est faite à tous les organismes publics ou semi-publics de santé, et à toutes les formes les moins libérales de soins, justifiée par la nécessité de la prévention, ne favorise-t-elle pas le contrôle de l'Etat et la mise en application de ses mots d'ordre et campagne ?

**«75% DES FRANÇAIS SONT
ATTACHÉS A LA FORME LIBÉ-
RALE DE LA MÉDECINE.»**
(sondage public S.A. oct. 81)

Avec une telle unanimité, renforcée par la volonté des professions médicales et paramédicales, il était difficile d'attaquer l'opinion publique de front, il fallait donner des assurances :

«Si le libre choix du médecin et du type de médecin nous paraît faire partie des libertés importantes de l'individu, au même titre que l'indépendance des praticiens, de la même manière le libre choix pour les médecins de leur mode d'exercice ne saurait être remis en cause. Je tiens à l'affirmer avec une certaine solennité : ces libertés là, menacées à des titres divers



■ Des promesses intenable ?

il n'y a pas si longtemps, je m'en porte garant. Je dis au médecin : il n'y aura pas, entre nous, de bataille du pont Alexandre III.

Peut-être n'y aura-t-il qu'une sourde guérilla ? Qu'arrivera-t-il si les conditions d'exercice des médecins libéraux se dégradent, si leur niveau de vie baisse, si les contraintes administratives s'accroissent, si les jeunes médecins arrivant sur un marché saturé doivent leur installation aux subventions de l'Etat ? Il arrivera ce qui arrive déjà depuis plusieurs années : le nombre de médecins, encore faible aujourd'hui, qui désirent la tranquillité du salariat continuera d'augmenter. Le libre-choix ne serait-il pas respecté ? Les médecins eux-mêmes viendront s'embaucher dans les structures de soins largement favorisées par Jack Ralite... Les centres de santé intégrés vont, à n'en pas douter, se multiplier à l'instigation des communes socialo-communistes et de la Mutualité. Quant au médecin de famille, honoré par le discours ministériel, décoré du titre de « créateur de santé », il se devra d'être davantage « situé aux avant-postes de la prévention, du soin, de la réadaptation sociale, au carrefour de la vie des gens ». Il devra se ménager un « temps de prévention », un temps pour la collaboration avec tous les organismes sociaux, un temps pour sa formation continue, un temps plus long pour ses malades (ce ne sera pas un mal !) et un temps de vivre, garantie de sa bonne performance thérapeutique ! Qui compensera le manque à gagner représenté par tous les actes qu'il n'aura plus le temps d'effectuer ? Sans doute, lui attribuera-t-on quelques compensations financières ! N'est-ce pas une bonne idée Monsieur

Ralite ? Pourrait-on nommer cela la salarisation douce et progressive ? Ce n'est pas très nouveau comme procédé...

Le grand objectif du Ministère est d'«élargir l'horizon d'activité du praticien dans le champ social», considérant, souvent à juste titre, que le travail ou le non-travail (chômage) et les conditions sociales de vie sont pathogènes et qu'il faut s'attaquer aux causes réelles de la maladie. En résumé, il faut «médicaliser le social».

Mais comment la conjonction de toutes les dynamiques citées précédemment n'aboutirait-elle pas à une «socialisation de la médecine» ?

ET LE COUT ?

Nous savons bien qu'une telle question semble déplacée dès lors que l'opposition ne cesse de la po-

HUMEUR

l'école publique en danger !

«Enseignants, parents d'élèves, travailleurs, l'école publique, l'école de tous est en danger !» Pardon ? Ai-je bien lu ce qui est écrit sur cette affiche non signée, sans même un nom d'imprimeur ? Moi qui pensais naïvement que c'était l'école privée qui se trouvait aujourd'hui menacée de disparition.

Mais cette affiche n'est pas unique sur les murs de Paris. Loin de là : nous assistons à une campagne énorme avec des dizaines de milliers d'affiches de multiples modèles collées dans toutes les grandes villes de France. Certaines sont signées par un soi-disant «C.N.A.L.»... pas le Comité National d'Action Laïque bien connu, mais un Comité National pour la signature de l'Appel aux Laïcs. Subtil ! Je commence à

comprendre. Non, ce n'est pas l'Archevêché qui finance une campagne repoussoir pour mieux défendre ses thèses, ce sont nos chers amis trotskystes du P.C.I. (ex-O.C.I.) qui ont trouvé, le moyen de se faire mousser avec un meeting à la porte de Pantin, le 31 janvier dernier. Le ton hyper sectaire des affiches et des tracts est donc bien compréhensible.

Ah, un détail tout de même, quand les militants trotskystes du 2ème arrondissement à Paris ont terminé leur affichage, vers minuit, où vont-ils reposer leurs balais, leur seaux, et leurs affiches restantes ? A la permanence du Parti Socialiste de la rue Montorgueil... Bien entendu.

F.A.

ser à tout propos pour bien souligner que le gouvernement Mauroy nous entraîne à la faillite. Mais notre position, vis-à-vis du gouvernement, définie lors du 2ème congrès de la N.A.R. ne peut en aucune manière nous faire suspecter d'opposition systématique tant nous sommes soucieux de relever dans le changement, ce qui peut contribuer au bien commun. Mais là, il n'est pas possible d'élever la question du coût des réformes annoncées. L'état de notre économie n'est sûrement pas susceptible, même dans les deux ou trois années à venir, de combler le gouffre financier que créerait la mise en application de toutes ces réformes. On sait déjà que la prévention minimum qui a été mise en place depuis quelques années est extrêmement coûteuse, sans rapport avec les résultats obtenus. On sait aussi que sa mise en œuvre est beaucoup plus délicate qu'il n'y paraissait au départ. Sans doute, est-il difficile de motiver les bien-portants sur leurs maladies futures mais hypothétiques ? Les seules motivations qui se sont révélées efficaces ont été soutenues par des primes...

Devant le coût que représente toutes les mesures énumérées dans «retour de France», peut-on s'empêcher d'assimiler ce livre de 370 pages à un programme pré-électoral bourré de promesses intenable ? Cette question en entraîne une autre, beaucoup plus importante : les communistes ne préparent-ils pas leur départ en promettant l'impossible ? Il sera facile d'invoquer, le moment venu, la trahison des Delors et Fabius, qui auront dû limiter les exigences des ministres communistes...

LE CHANGEMENT SANS RÉVOLUTION

Jack Ralite va-t-il opérer une révolution du système de santé ? En fait, il utilise toutes les structures existantes et veut renforcer celles qui correspondent à son projet de médicalisation du social. Quand à la médecine dite «libérale», ses restes depuis longtemps rendus fragiles par les gouvernements précédents, se dissoudront petit à petit face à l'énorme entreprise de salariés que deviendra notre système de santé.

analyse réalisée par
Cellule NAR-Santé
Section NAR de Saint-Etienne

Jack Ralite - «Retour de France»-
Editions sociales. Prix franco : 67 F.

notre conseil national

Les 30 et 31 janvier derniers, le premier conseil national de la N.A.R. depuis le congrès de décembre, était réuni à Paris. Le conseil national est composé d'une trentaine de personnes : membres du comité directeur et représentants du mouvement élus par les adhérents.

On retrouvera un écho fidèle des thèmes abordés lors du point politique, fait le samedi matin, par Bertrand Renouvin, dans l'article paru dans «Le Monde» du 31 janvier sous la signature d'Alain Rollat.

Ce dernier écrivait que la N.A.R. devait, lors de ce conseil national, «confirmer les conclusions du congrès des 12 et 13 décembre au terme duquel les militants de la N.A.R. avaient approuvé les projets gouvernementaux relatifs à la décentralisation, aux nationalisations, à la reconquête du marché intérieur ainsi que les orientations de la diplomatie socialiste à l'égard du Tiers Monde.»

UNE SITUATION POLITIQUE QUI SE MODIFIE

Cependant Alain Rollat faisait état des réserves que la position du gouvernement dans l'affaire polonaise, l'affirmation d'une volonté de puissance exagérée du Parti socialiste, l'absence d'ouverture en ce qui concerne le domaine de l'information, ne pouvaient manquer de soulever.

A la vérité le débat qui suivit le point politique de Bertrand Renouvin montra que, sans modifier les directions fixées par le Congrès et que le mouvement dans son ensemble est tenu de suivre, les réserves à faire sont plus nombreuses que prévues.

Les conseillers nationaux ont insisté pour que notre travail de critique soit fait avec méthode. Il s'agit de bien montrer, y compris à la part la plus fluctuante et la moins «accrochée» de notre public que ce ne sont pas nos prises de position fondamentales qui changent, mais que c'est au contraire la situation politique qui se modifie alors que nos principes fondamentaux restent immuables.

C'est sans doute à propos de notre analyse de la réalité du Parti communiste que cela se vérifie le mieux.

Le samedi après-midi était consacré à l'examen de la stratégie générale du mouvement. D'abord la question de notre action dans le domaine intellectuel, où fût rappelé notre choix de suivre et d'accompagner si possible les mouvements d'idées pouvant être à l'origine de contestations radicales, sans être récupérés par la société industrielle. Sur un plan plus politique nous nous sommes interrogés sur la portée possible d'une action avec d'autres mouvements, notamment en vue des prochaines échéances électorales. En ce qui concerne la propagande dans les milieux étudiants la constatation que les élections aux Conseils d'U.E.R. étaient, jusqu'à présent, le seul moment de vie politique à l'Université nous a évidemment encouragés à participer à ces élections, à visage découvert, non pas dans le but de se faire élire, dans des conseils dont les pouvoirs sont des plus réduits, mais de faire passer nos idées auprès des étudiants.

Les questions relevant du financement de nos actions politiques furent également, on s'en doute, longuement abordées.

Le dimanche fut consacré à une réflexion approfondie sur le thème révélateur : «Qu'est-ce qu'exister politiquement aujourd'hui ?» Question que se pose à vrai dire la majorité des militants politiques de ce pays. Sans prétendre avoir trouvé des solutions définitives nous avons eu sur cette question cruciale quelques idées originales. Mais il faudra encore les remettre sur le métier avant de vous les livrer. Cela fait partie du vaste mouvement de réforme actuellement en cours dans notre mouvement et dont le 2ème Congrès de la N.A.R. avait été le premier signe, et la première réussite.

F.A.

bavardages et erreurs

Il y a quelques semaines encore, les déclarations présidentielles et gouvernementales en matière de politique étrangère (pays sous-développés, Amérique latine, Pologne) contrastaient avec celle du giscardisme finissant. Pourtant, il semble aujourd'hui que l'on assiste à un dérapage.

En effet, déclarations intempestives et initiatives malheureuses se succèdent. Parmi ces dernières, l'annonce officielle du voyage de M. Mitterrand en Israël et ce, malgré l'annexion du Golan (1). L'inénarrable M. Cheysson a qualifié cette dernière de «choquante, inacceptable, inutile et provocante». Néanmoins, cette avalanche d'adjectifs ne l'empêche pas de juger «nécessaire» le voyage du Président. M. Bégin, quant à lui, ne manquera pas d'interpréter cette faute politique comme une absolution de son coup de force. Philippe de Saint Robert écrit, dans «Le Monde» du 6 janvier : la France «n'a pas... à feindre de maintenir une balance entre les agresseurs et les agressés, au motif que cela lui donnerait du prestige pour parler à des gens qui, de toute façon, ne veulent rien entendre de personne.» On ne saurait mieux dire. D'autant que lorsque, le 20 janvier, la Jordanie a présenté une résolution demandant aux membres de l'O.N.U. de prendre des mesures «concrètes et efficaces» contre Israël, la France s'est abstenue (les Etats-Unis ont, bien sûr, opposé leur veto). Cette attitude est jugée sévèrement tant par la Ligue Arabe que par des capitales comme Alger, Ryad ou Damas.

La déclaration, pour le moins irréfléchie de M. Attali n'a fait que jeter de l'huile sur le feu. En effet, il a feint de se demander, sur un poste périphérique, si nous ne devrions pas cesser d'importer du pétrole «des pays dans lesquels un voleur se voit couper la main». L'affaire est d'autant plus grave que M. Attali est conseiller personnel du Président. Elle a entraîné de vives protestations, notamment de la part de l'Arabie Saoudite. Certains milieux arabes ont évoqué la possibilité de rétorsion contre les intérêts français. Une telle inconséquence constitue sans doute le meilleur moyen d'assurer l'approvisionnement (dont on se soucie tant par ailleurs) de notre pays en énergie !

Gageons que si l'on coupait la langue des bavards impénitents, M. Attali serait aujourd'hui muet. Car le jour même où il faisait la déclaration que l'on sait, il croyait bon de considérer qu'à propos de l'affaire polonaise «l'Europe des gouvernements s'est exprimée

d'une voix tout à fait cohérente». Et d'ajouter qu'il n'y a pas «la moindre once d'idée neutraliste dans le comportement de l'Allemagne fédérale». Diable ! Notre cher conseiller n'a pas entendu parler de la position du gouvernement grec (2). Pas plus qu'il ne se souvient de la déclaration allemande indiquant que «le gouvernement fédéral ne partage pas l'opinion des Etats-Unis selon laquelle l'Union soviétique doit être considéré comme l'instigatrice de la proclamation de la loi martiale.» (3) Il est vrai que, depuis, M. Schmidt a rencontré les Américains; que l'Allemagne a signé la déclaration des dix. Il est vrai que, par les temps qui courent, les déclarations ne coûtent rien... Il est encore vrai que M. Mitterrand a commis l'erreur de recevoir, le 13 janvier, le chancelier allemand. M. Schmidt n'est-il pas venu précipitamment chercher à Paris, dans le relatif isolement où son «national-neutralisme» l'avait placé, un dédouanement qui lui a été accordé bien légèrement ?

LE GAZ SOVIETIQUE

Il reste que l'affaire du gaz soviétique ne prédisposait pas à la condamnation. C'est peu dire que la date de publication de cet accord est inopportune ! C'est peu dire, et c'est insuffisant. Qu'on nous comprenne bien : il ne s'agissait pas de déclarer une guerre économique totale à l'empire soviétique. Mais, en refusant de remettre en cause ce contrat, le gouvernement a renoncé à donner un coup de semonce qui s'imposait; comme il a renoncé à mettre ses actes en accord avec les principes qu'il avait lui-même posés. A quoi servait de dresser tant de tribunes et de clamer si fort son indignation ? Tant de bruit pour tourner casaque si vite ? Le silence eut été plus digne. Quel crédit conserve la France pour prêcher la liberté et le non-alignement parmi les nations du Tiers Monde ?

Comment n'apparaîtrait-elle pas désormais comme cynique ? Cette politique ne prend pas véritablement en compte les enjeux à long terme et ne constitue qu'un faux réalisme à courte vue. En effet, l'argument de la diversification de nos sources d'énergie (4)

est spécieux : la fourniture par l'U.R.S.S. de 8 milliards de mètres cubes de gaz supplémentaires porterait de 15 à 35% la part de notre approvisionnement en provenance de ce pays.(5) De plus, cet argument ignore avec superbe le fait que, de tous nos fournisseurs, seule la Russie a une vocation d'empire hégémonique. Voilà qui ramène à de plus justes proportions les contrats dont va bénéficier notre industrie à la suite de cet accord. Un Etat, dont la vocation n'est pas seulement mercantile, ne peut se contenter de compter en Francs et en mètres cubes. Là aussi, il faut voir plus loin. Cela dit, un passé trop récent interdit à l'opposition de donner des leçons de morale. La déclaration de M. Barre montre bien que la droite, malgré ses cris, aurait fait preuve du même réalisme en trompe-l'œil si elle avait été capable de conserver le pouvoir.

Cependant, dans la majorité, le malaise s'accroît lorsqu'on entend les propos commis par M. Mermaz sur «France-Inter» au sujet d'une comparaison entre l'Afrique du Sud et l'U.R.S.S. De la première, disait-il, rien ne peut nous décevoir. Soit. Mais quand l'U.R.S.S. se comporte comme elle le fait c'est, pleurnichait-il, en violation de sa propre constitution. Le raisonnement est admirable ! D'abord parce que les victimes en seront réconfortées; ensuite parce qu'on se demande quand les droits de l'homme ont été respectés dans cet empire. En vérité, le totalitarisme, quelle que soit son étiquette, a partout le même visage. N'importe quel homme de cœur dont le raisonnement n'est pas obscurci par l'idéologie, sait cela.

M. Mitterrand, car c'est par tradition le rôle du président dans la Vème République, doit porter remède à la dérive qui s'opère actuellement en matière de politique étrangère. Hélas, il semble, notamment en ce qui concerne l'Allemagne et Israël, qu'il ne voie pas clairement lui-même ce que devrait être le rôle de la France. Il ferait bien de se souvenir du mal dont a péri le giscardisme flasque : la médiocrité.

Alain SOLARI

(1) Voir Royaliste 350 : «Sûr de lui et dominateur».

(2) Voir Royaliste 352 : «La Grèce et les Balkans».

(3) Voir Royaliste 351 : «Pologne : le soutien diplomatique de la France».

(4) L'approvisionnement de la France se présentait de la façon suivante en 1981 («Le Monde de l'Economie») : Lacq : 25%; Algérie : 15,4%; Pays-Bas : 31,2%; Mer-du-Nord : 9,5%; U.R.S.S. : 15%; Divers : 3,8%.

(5) Quand le gouvernement parle de 5%, il raisonne toutes énergies confondues, comme si les différentes sources d'énergie étaient interchangeables à souhait.

l'effet polonais

La proclamation de l'Etat de Guerre en Pologne par le général Jaruzelski, voulue par les dirigeants soviétiques, entraîne de sérieuses conséquences dans le mouvement communiste international. Entre le P.C.I. et le P.C.U.S. la rupture est même consommée, en des termes qui ne laissent plus planer l'ombre d'un doute, au moment symbolique où vient de mourir l'idéologue du Kremlin Mikhaïl Souslov.

Dès le 15 décembre, en effet, Enrico Berlinguer et ses amis avaient non seulement condamné le coup de force des militaires polonais, mais aussi sévèrement mis en cause le modèle soviétique du socialisme. Pour les communistes italiens, le «coup» de Varsovie est la réponse «aux crises successives et dramatiques qui mettent en cause le monopole du pouvoir et l'absence d'institutions qui représentent effectivement les articulations de la société.» En clair, cette déclaration porte condamnation du caractère totalitaire du régime soviétique, qui nie à la société civile toute représentation indépendante de l'Etat. De plus, sont mis en évidence l'échec de la Révolution d'Octobre, le caractère rigide et bureaucratique du pouvoir soviétique, l'absence de syndicats capables de défendre réellement les intérêts des travail-



■ Enrico Berlinguer

leurs. Les communistes italiens sont allés plus loin dans leur critique des pays du «socialisme réel», caractérisés par «la transformation du marxisme en idéologie d'Etat et la prédominance d'un dogmatisme obtus.» «Le résultat a été le renversement de l'innovation philosophique fondamentale de Marx : sa critique à l'idéologie. La praxis de transformation et de création d'idées et de faits nouveaux

a été remplacé par une sorte de credo idéologique nommé marxisme léninisme conçu comme un corps de doctrine ossifié, quasi métaphysique, destiné à garantir un type de structures économiques-politiques, un modèle universellement valable pour les différentes réalités.» Cette fois-ci les termes sont clairs et nets, il s'agit d'une critique radicale de l'idéologie du régime soviétique non seulement du marxisme-léninisme mais aussi tout simplement de l'application du marxisme, critique qui est encore cependant, en deçà de celle effectuée fort justement il y a sept ans par André Glucksmann dans «La Cuisinière et le Mangeur d'hommes».

Un tel réquisitoire ne pouvait évidemment rester sans réponse; c'est ce que viennent de faire les dirigeants soviétiques, le 24 janvier, par un article dans la Pravda, en des termes du domaine de la religion : les communistes italiens sont accusés d'avoir commis une «tentative sacrilège et blasphématoire». Toutes les critiques sont réfutées en bloc : «les grandes réalisations du socialisme sont soumises à un dénigrement inadmissible et injuste», «la prétendue crise du régime soviétique» et enfin argument décisif, la ligne des communistes italiens «équivalait à une assistance directe à l'impérialisme (en clair aux Etats-Unis) et à un coup sérieux porté à la lutte des peuples pour la paix contre le danger de guerre.»

Que de mensonges peuvent être ainsi justifiés ! Cela rappelle le slogan qui a pu avoir cours jusqu'au milieu des années 70 : taire la réalité des pays soviétisés et le Goulag pour «ne pas désespérer Billancourt».

La logorrhée et la dialectique du communisme serait risible si l'on ne connaissait pas les effroyables conséquences pour les peuples qui y sont soumis. Cepen-



dant, il faut reconnaître le courage des communistes italiens, pour remettre totalement en cause leur fondement idéologique, même si cela est une de leurs constantes historiques, depuis les théories de l'un des fondateurs du P.C.I., Antonio Gramsci, en passant par le polycentrisme prôné par Palmiro Togliatti, et maintenant l'audace d'Enrico Berlinguer et de ses amis en consommant leur rupture avec l'U.R.S.S. La crise d'identité qu'ils provoquent se retrouve également au P.C. «F».

mais elle est subie et se traduit par une spectaculaire perte d'électeurs lors des scrutins du 26 avril 1981 et suivants; il semble, d'ailleurs que la tendance stalinienne et prosoviétique perdurera malgré certains sondages qui créditent le P.C. d'un score de 10 à 12%. En Espagne, les dirigeants soviétiques tentent de contrer Santiago Carrillo par la création d'un P.C. pur et dur qui leur soit favorable.

La «langue de bois» des communistes semble malheureusement parfois déteindre sur certains dirigeants du Parti socialiste.

En ce qui concerne les dirigeants des pays de l'Est, on peut penser qu'ils ne croient plus en l'idéologie communiste. Mais celle-ci a son importance parce qu'elle les justifie et l'Union soviétique survivra à cette absence de foi. Il y aura toujours un Souslov pour interpréter les textes sacrés du marxisme-léninisme. Leur idéologie subsistera tant qu'elle épousera la cause du patriotisme russe et, en fait, c'est l'armée qui dirige l'U.R. S.S. et cautionne le Parti.

Philippe LABARRIERE

CONTRE YALTA

Lorsque des membres du conseil de rédaction de «Royaliste» ont demandé, début décembre, qu'une vaste enquête sur l'esprit de Yalta soit programmée pour notre journal, ils ne pensaient pas que cela cadrerait aussi bien avec l'actualité. Mais, il n'y a certes pas lieu de se réjouir de ce regain d'actualité pour un thème qui est aussi celui de notre impuissance face aux impérialismes. Les incantations de de Gaulle («Ce n'est pas comme à Yalta...») qui avaient préparé la voie pour une action efficace, sont loin. Comment sortir de l'esprit de Yalta reste la question posée à tous les politiques de ce pays qui croient encore à la vocation de la France. Après avoir écouté *Philippe de Saint Robert nous interrogeons aujourd'hui Roger Pannequin qui fût un témoin privilégié de la mise en place de cet esprit. Notre enquête se poursuivra, avec notamment, dès les prochaines semaines, des témoignages de Jean-Loup Bernanos et Olivier Germain-Thomas.

● **Royaliste :** Quelle a été selon vous la portée des accords de Yalta ?

Roger Pannequin : Les accords de Yalta, ont été, au fil du temps, déformés. Dans l'esprit des gens, Yalta c'est le partage de l'Europe. C'est faux. Les combattants de l'intérieur, d'obédience communiste, ont apprécié Yalta comme la reconnaissance de la marche en avant de la Révolution partant de l'U.R.S.S., et avançant vers l'Ouest, Yalta a été ressenti aussi comme un compromis Russo-Américain. Les Américains étaient plus proches de la Russie soviétique que les Anglais; nous nous en sommes aperçus au moment où Churchill est passé par Moscou, avant les accords de Yalta. Les désaccords avec l'U.R.S.S. venaient surtout des Anglais. Pour leur part, les Américains se préoccupaient des projets russes en Extrême Orient et espéraient que l'U.R.S.S. attaquerait le Japon. C'est dans cette période de marchandage à l'échelon mondial que Yalta s'est déroulé. Il faut souligner qu'à Yalta les Alliés ont fait une différence entre les pays agressés par l'Allemagne (Pologne et Tchécoslovaquie) et les pays alliés de l'Allemagne (Hongrie, Bulgarie, Roumanie). Les Russes, dans ce marchandage, devaient faire admettre leur annexion des pays baltes : l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie et le recul des frontières orientales de la Pologne jusqu'à l'ancienne ligne Curzon. En compensation Yalta donnait à la Pologne les territoires allemands de Silésie, jusqu'à la frontière appelée ligne Oder-Neisse. Des Polonais seront déplacés par millions des territoires de l'Est devenus soviétiques, vers l'intérieur des terres de la Pologne et vers la ligne Oder-Neisse.

L'U.R.S.S., avant Yalta, avait constitué le Comité de Lublin, composé exclusivement de

communistes polonais et prétendait l'imposer comme gouvernement légal de la Pologne. Mais, sous la pression de Churchill, les Soviétiques, ont été obligés d'admettre un gouvernement ouvert

Nos lecteurs connaissent bien Roger Pannequin. Nous avons fait le compte rendu de ses livres («Ami si tu tombes» et «Adieu camarades») dans les numéros 234 et 257 de notre journal. Roger Pannequin est venu s'expliquer plusieurs fois à nos conférences du mercredi soir et aux journées royalistes annuelles de la N.A.R.

Responsable F.T.P. dans le Nord durant la guerre, il a adhéré au Parti communiste à la Libération et y est resté jusqu'en 1954. Il a été membre du Comité central du P.C. et c'est à cette place d'observation privilégiée qu'il a vécu la période de la guerre froide.

aux socialistes polonais aux «pay-sans» et à quelques représentants des résistants de Londres. C'est seulement en 1947 que les Russes élimineront en les intégrant ces forces non-communistes, et imposeront Bierut comme seul chef de la Pologne. Dire que Yalta était un partage de l'Europe, c'est court. Il n'a été qu'un compromis permettant aux Russes d'occuper une part importante de l'Europe. On ne parlerait pas de Yalta s'il n'y avait pas eu une capitulation devant les exigences russes, cette politique de capitulation fût celle des Américains.

● **Royaliste :** S'agissait-il pour les Américains d'une capitulation dé-livrée ou bien causée par une forte dose de naïveté ?

Roger Pannequin : Les Américains se moquaient que l'U.R.S.S. devienne une puissance européen-



ne, mais avaient peur qu'elle devienne une puissance asiatique, et une puissance du Pacifique. Ils s'intéressaient surtout à ce que voulait l'U.R.S.S. par rapport au Japon.

A Yalta, on n'avait donc «donné» aux Russes que la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie. Pour la Pologne et pour la Tchécoslovaquie Yalta prévoyait des élections libres sous contrôle international. Or elles n'ont jamais eu lieu et à travers l'Europe tous les militants communistes étaient bien contents qu'elles n'aient pas lieu, puisqu'ainsi les pouvoirs communistes pouvaient s'installer peu à peu.

Les conquêtes ultérieures de l'U.R.S.S. furent possibles parce que les Occidentaux ont fléchi le genou, peut-être pour des raisons

de stratégie mondiale, ou pour des raisons bassement commerciales...

Parlons, si vous le voulez bien, de la Grèce et de la Yougoslavie. La Yougoslavie ne sera complètement libérée que trois mois après Yalta, par les efforts conjugués des partisans de Tito et de l'armée de Tolboukine. Elle restera communiste. En Grèce, Markos et ses partisans voulaient immédiatement imposer un gouvernement populaire malgré la présence des troupes britanniques débarquées en Grèce en octobre 1944. Les partisans grecs attaquèrent les troupes britanniques (quatre mois avant Yalta !). Aussitôt après Yalta les Russes imposèrent à Markos la signature d'une trêve avec le gouvernement pro-anglais de Plastiras. Fin 1946 Markos reprit le combat malgré

entretien avec roger pannequin

l'avis des Soviétiques qui l'abandonnèrent. Contre lui, les Américains relayèrent les Anglais, mais Markos ne fût vaincu qu'en mars 1949. Les Russes ont abandonné Markos, comme dix ans avant les républicains espagnols, en vertu d'une stratégie mondiale, comme demain ils pourront abandonner Cuba, ou encore comme ils pourront lâcher l'Allemagne de l'Est. Ce fut avec ce «cadeau» que les Russes achetèrent le silence des Occidentaux pour leur mainmise sur la Pologne et, un an après, sur la Tchécoslovaquie. A Prague Gottwald, ministre communiste dont le parti ne recueillait que 38% des suffrages, se débarrassa du démocrate Masaryk et de Benès le chef du gouvernement légal. C'est à cet exemple que devraient réfléchir les socialistes français.

● **Royaliste :** Comme nous l'avons demandé déjà à Philippe de Saint Robert, nous voudrions savoir si vous pensez que l'échec économique perçu, depuis quelques années, dans les pays satellites de l'U.R.S.S. peut être un facteur de remise en cause du protectorat soviétique ?

Roger Pannequin : Les Russes ont voulu régler partout de la même façon les problèmes économiques qui ont surgi dans les Démocraties populaires pendant la période de la guerre froide. Le communisme est un dogme; et dans le dogme on a les réponses à toutes les questions. Staline a officialisé un catéchisme faussement appelé marxiste et intitulé : «L'histoire du parti communiste bolchevik de l'URSS».

En 1952, dans les travaux préliminaires du XIXème congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S., a été publié un document attribué à Staline, intitulé : «Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.» et contenant intégralement les dogmes appliqués pour la construction du «socialisme» dans les pays de Démocratie populaire : Il faut construire en priorité une industrie lourde, et seulement après

créer une industrie de biens de consommation : c'est un schéma qui répond au souci prioritaire d'un armement moderne. C'est une vue militaire de l'économie.

Pour faire respecter ce dogme, Staline a fait assassiner dans toute l'Union soviétique des centaines de milliers d'économistes, d'ingénieurs, de travailleurs, qui voulaient que l'U.R.S.S. envisage la création de biens de consommation par une industrialisation appropriée. Dans tous les pays dits de démocratie populaire, ce dogmatisme a conduit à la catastrophe. La Tchécoslovaquie, pays producteur de betteraves, de sucre, de blés, de pommes de terre, et doté d'une industrie de pointe, s'est retrouvée sans culture et sans industrie. En effet pour créer des usines fabriquant des machines-outils, il fallait des capitaux, et comment en trouver sinon en bradant les biens du sol et en faisant des emprunts à Moscou qui aurait désormais une emprise totale sur l'économie tchécoslovaque ?

Le protectorat soviétique, est donc depuis longtemps remis en cause dans les faits. L'U.R.S.S. se débat en réalité dans d'énormes difficultés économiques, aggravées en partie par ces pays satellites qui entraînent une charge économique importante. Comme il ne naîtra pas en U.R.S.S. un corps de jeunes économistes réalistes, le pays continuera la fuite en avant qui débouche sur la guerre.

● **Royaliste :** Est-ce que le développement d'un courant neutraliste en Europe occidentale, sert les intérêts russes ?

Roger Pannequin : La guerre que prépare l'U.R.S.S. n'est pas une guerre de divisions qui écrasent des villes, mais une guerre comme celle de Pologne, c'est-à-dire s'appuyant sur des hommes prenant le pouvoir de l'intérieur et des partis occidentaux disant ouvertement : «c'est mieux Jaruzelski que les chars russes». Demain, en France, on pourrait dire : «C'est mieux Fiterman que les divisions russes à Brest».

Sans aller jusque là on peut être certain que les stratégies russes se contenteraient d'une France paralysée, sans initiative internationale, domestiquée par une Allemagne réunifiée, puissante, et neutraliste.

● **Royaliste :** Dans quelle mesure pensez-vous que le terrorisme international est lié à Moscou ?

Roger Pannequin : Tout ce qui est terrorisme dans le monde, et plus particulièrement quand il touche au bassin méditerranéen et à l'Europe de l'Ouest est peu ou prou téléguidé par les services soviétiques, afin de créer des conditions d'insécurité permanente qui amèneraient un abandon de l'Europe par les Américains, et au moins le développement aux U.S.A. d'un puissant courant isolationniste.

A travers les événements de Pologne les Soviétiques ont vérifié une fois de plus que les démocraties occidentales ne savaient que reculer devant l'agression. Ils savent que pour parvenir à leurs fins il leur suffit de disposer d'une force complice dans des pays européens affaiblis. C'est mieux que la finlandisation, qui n'est que la domination de la politique extérieure d'un pays. Il s'agit pour les Soviétiques de dominer aussi nos politiques intérieures et économiques. Pour cela il n'y a qu'une étape à franchir : que les Américains repartent en Amérique. Toutes les actions terroristes tendent à ce but. L'enlèvement du général Dozier par les Brigades Rouges en est un exemple. Ils cherchent par ces actes terroristes à créer un courant isolationniste aux Etats-Unis, demandant le «rapatriement des boys». Et on se retrouvera avec Fiterman à la place de Mauroy. Les Russes ont intérêt à ce que l'Allemagne de l'Est prône une réunification avec l'Allemagne de l'Ouest, et forme ainsi une Allemagne neutre. Le 10 mars 1952 Staline avait proposé aux Américains, aux Anglais et aux Français que l'Allemagne soit réunifiée, neutralisée, que des élections libres y désignent un gouvernement unique. Il était même allé dans une note du 12

avril 1952 jusqu'à proposer que ce gouvernement dispose des moyens militaires propres à assurer sa neutralité III

On a tort de croire que les Russes sont satisfaits de voir leur Allemagne servir de repoussoir à l'Occident, face à une autre Allemagne qui est la vitrine éblouissante de l'Occident pour les pays de l'Europe centrale. Une Allemagne réunifiée et neutre, les Russes ne l'envahiraient jamais : elle leur permettrait de réaliser la politique qu'ils espèrent faire depuis longtemps dans tout l'Occident. A la limite, les Russes peuvent laisser leurs pays satellites d'Europe transformer leurs régimes économiques, voir même revenir à un système politique pluraliste. Dans l'esprit des dirigeants russes, les gros problèmes se règlent maintenant en Afrique et en Asie, mais pas en Europe. Si les Russes arrivent à faire partager leur point de vue aux Américains, à savoir que pour les Etats-Unis aussi, la partie se joue dans ces continents-là, alors l'Europe de l'Ouest est perdue. Le seul moyen pour éviter ce risque ce serait une Europe forte et indépendante.

● **Royaliste :** Comment sortir de Yalta ?

Roger Pannequin : On peut sortir de Yalta, si l'on considère que Yalta n'est pas un accord écrit partageant l'Europe. Yalta est un état d'esprit qui a voulu qu'on laisse faire, les Russes et qu'on marchande avec eux certains avantages sur le plan mondial. Or, de cet état d'esprit, on peut sortir facilement. Seulement François Mitterrand n'en a pas donné l'exemple à propos de la Pologne. Il pouvait, tout en restant très mesuré, montrer qu'il remettait en cause l'esprit de Yalta, par des négociations diplomatiques. Mais ce n'est pas ce qu'il a fait : Jobert se trouvait avec Doumeng en Russie pendant les événements de Pologne. On peut envisager que, pour sortir de Yalta, il faille une indépendance militaire de l'Europe, et un système politique socialiste ou social-démocrate. C'est d'ailleurs ce que Berlinguer appelle la troisième phase. Le sentiment national, et lui seul, peut soutenir une progression de la France vers l'idée européenne. Or ce sentiment national, tout tend à le faire disparaître.

propos recueillis
par Franck
Widroiajegodomitcher

* Cf «Royaliste» 352.

la ligne rouge des hauts fourneaux

Dominicain et directeur de recherches au C.N.R.S., le Père Bonnet est un spécialiste réputé de la sociologie de la Lorraine, à laquelle il a déjà consacré plusieurs ouvrages.

Avec «La Ligne rouge des hauts-fourneaux» il se livre à une analyse approfondie des grèves de 1905 dans la métallurgie lorraine.

Rigoureuse, très fouillée, cette analyse est iconoclaste : elle détruit les images pieuses des luttes sociales, dérange l'histoire sainte du mouvement ouvrier telle que le marxisme l'a fabriquée, et fait éclater la doctrine ordinaire de la lutte des classes. Ce n'est pas la personnalité de l'auteur qui incite aux métaphores religieuses mais le sujet de son étude : le Père Bonnet n'écrit-il pas lui-même qu'il faut en finir avec le « Saint Sulpice social » avec la « canonisation systématique » des dirigeants ouvriers, avec la « scolastique économique-sociale » ?

Que les dogmatiques de l'autre camp ne se réjouissent cependant pas trop vite : Serge Bonnet ne veut pas substituer à la vulgate marxiste un catéchisme réactionnaire, ou l'image édifiante du bon patron victime des rouges alors qu'il ne songe qu'au bien-être de ses ouvriers. Il ne s'agit pas de fabriquer les éléments d'une nouvelle philosophie sociale mais de saisir le plus exactement possible la réalité.

L'histoire des grèves du fer, c'est d'abord celle d'un monde aux couleurs contrastées, des chants, des cris, des fêtes, des poèmes (il faut lire l'émouvante prière du prolétaire) mais aussi des

contradictions, des trahisons, de la xénophobie. Il y a un syndicalisme révolutionnaire qui brandit le drapeau rouge, mais aussi des syndicats «jaunes» qui rassemblent beaucoup de monde. Il y a des dirigeants syndicaux honnêtes, dévoués et intelligents, mais aussi des meneurs plus ambigus, et qui touchent parfois des enveloppes... Quant à la lutte des classes, elle ne se coule pas facilement dans le schéma : il y a l'injustice, la lutte nécessaire, la répression par l'armée, les blessés et les morts, mais aussi les conflits entre les différentes professions, et, dans l'autre camp, l'absence de solidarité des «barons du fer». L'Internationale prolétarienne n'est pas, lui non plus, conforme à la légende. Les «Ours» (Italiens) n'ont pas bonne réputation, pas plus que les «Piques» (Allemands) ou les «Boyaux» (Belges), et les luttes communes «ne changent pas les manières d'être et d'agir d'ouvriers liés à des nations différentes». Enfin le marxisme est pratiquement inconnu en Lorraine, comme dans la plupart des autres régions.

Conclusion : l'histoire du mouvement ouvrier est à refaire, dans l'oubli des doctrines et des mythes.

Bertrand LA RICHARDAIS

Serge Bonnet - La ligne rouge des hauts fourneaux - Denoël. Prix franco : 130 F.

vendée : la seconde victoire

Le «Souvenir Vendéen» déclarait que les Vendéens étaient en train de remporter leur seconde victoire. La première fut de rendre à la France la liberté religieuse et la seconde est, actuellement, de briser le mur de silence ou de calomnies qui les avait entourés. L'ouvrage de Claude Petitfrère (1) apporte sa contribution à leur combat pour la vérité.

L'idée de mettre en regard les thèses lorsqu'elles sont contradictoires permet, dans ce recueil, de se rendre compte que pour les républicains la Vendée, selon l'expression fameuse de Barrère à la Convention, serait toujours inexplicable. Les élucubrations de Michelet sur le complot de la femme et du prêtre s'envolent devant l'évidence historique qui démontre que le soulèvement fut spontané et populaire. Ajouter qu'il fut l'œuvre de l'ignorance et du fanatisme mérite à peine d'être évoqué lorsque l'on s'aperçoit que ces accusations furent colportées à l'origine par deux êtres particulièrement fanatiques et ignares : Turreau, le créateur des colonnes infernales et Carrier, le responsable des noyades de Nantes.

COUPER LE COU AUX BOURGEOIS

Mais l'intérêt de ce livre est d'aborder un domaine souvent négligé : la trame socio-économique du soulèvement. Les études de Tilly ont démontré que les guerres de Vendée ont opposé des «Blancs», essentiellement des ouvriers, des paysans et artisans, élisant démocratiquement leur chef de paroisse, aux «Bleus», des bourgeois, riches propriétaires et en fin de compte bien peu respectueux de la volonté populaire.

Lorsque l'un des insurgés, un domestique de la Roche-sur-Yon, est pris, il déclare d'emblée que leur objectif est de «couper le cou aux bourgeois». L'explication est alors toute trouvée, et nous dirions un peu trop facilement, par Claude Petitfrère : ce fut une lutte de classe. Une lutte de classe, conclut-il, prophétique lorsqu'elle opposait les exploités aux exploités, archaïque lorsqu'elle défendait l'ordre ancien. Cette thèse est plus opératoire que celle des royalistes-intégristes et de leur

peuple élu - véritable tautologie - mais elle néglige trop le rôle des idéaux. Elle aboutit de fait à couper la révolte en deux : il y aurait un bon côté, la lutte contre les bourgeois, et de l'autre la défense du monde ancien ce qui conférerait dit-il un caractère ambigu à la révolte.

AU NOM DE L'HISTOIRE

L'ambiguïté n'a jamais été une explication. Elle n'existe à notre avis que dans l'esprit de l'auteur rendu perplexe devant une révolte populaire, donc allant théoriquement dans «le sens de l'histoire», et qui néanmoins, en luttant pour Dieu et le Roi, se retourne contre l'histoire. Nous qui ne croyons pas au sens de l'histoire nous ne voyons pas en quoi cette lutte serait archaïque. L'histoire est l'argument du pouvoir, mieux, elle est, comme le dit Bernard-Henri Lévy «la griffe du pouvoir». Marchais, parlant des résistants afghans, ces Vendéens des temps modernes, et déclarant qu'au regard de l'histoire ils sont condamnés, rejoint Robespierre et Barrère mettant «hors constitution, hors histoire» les Vendéens.

Or l'histoire n'existe pas ! Et on ne connaît pas de rébellion qui ne soit d'abord rébellion contre l'histoire. Il n'est alors d'aucun intérêt de juger les Vendéens en son nom si ce n'est de prendre le parti du pouvoir. La faillite du marxisme et la redécouverte des droits de l'homme nous montrent au contraire la profonde modernité de ces miséreux qui n'avaient pas encore lu Marx et qui croyaient à Dieu et au Roi. A travers les siècles, ils nous donnent des raisons de résister.

Hubert BOCQUILLON

(1) Claude Petitfrère - La Vendée et les Vendéens - Gallimard, collection Archives, prix franco : 60 F.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Comment peut-on être socialiste aujourd'hui ? Après tout, la question n'est pas si incongrue. Les quelques centaines de millions de citoyens qui vivent depuis des décennies sous la férule de ce qu'on a pu appeler le socialisme réel, s'interrogent chaque jour sur le bon sens des socialistes occidentaux. Le fait que le gouvernement français comprenne des membres du parti communiste européen le plus soumis à Moscou, ne plaide certes pas pour une plus grande indulgence de nos frères opprimés. Il est des mots qui deviennent décidément lourds, très lourds à porter. Il faut, pour que le socialisme demeure encore un honneur pour les gens qui s'en réclament, une sérieuse ascèse, une impitoyable autocritique. En ce sens l'expérience actuelle est cruciale. D'une certaine façon elle donne à ce qui fut l'espoir des opprimés en un siècle de fer, sa dernière chance.

Il ne faut pas se raconter d'histoires. La social-démocratie n'est pas le socialisme, elle en est même la contrefaçon et la trahison. François Mitterrand, tard venu à cette vieille tradition des luttes ouvrières, a toujours affirmé qu'il n'entendait pas prendre la voie choisie par ses amis allemands et nordiques. Son socialisme entend accomplir un projet qui par nature ne peut s'accorder avec la logique du capitalisme libéral. S'il échoue, si au bout du compte, on retombe dans les ornières trop connues de l'étatisme et d'une honnête gérance du capitalisme, le peuple français pourrait bien se résoudre à s'aligner sur les mœurs politiques nordiques. Ce que souhaite un Jean-François Revel, féroce contempteur du mitterrandisme.

LES REVES VALENT CE QUE VALENT LES REVEURS

Et pourtant, si des royalistes de notre espèce ont voulu donner une chance aux socialistes, c'est qu'ils pensaient au départ qu'ils étaient porteurs d'un certain espoir. Ils le pensent encore dans une large mesure, malgré les inquiétudes, les craintes, les menaces. Lorsque, dans une de ses dernières interventions télévisées, le président de la République s'est expliqué sur sa volonté de réponse au défi de la société urbaine et industrielle, nous l'avons bien compris. Nous avons eu le sentiment que notre vote de mai 81 s'en trouvait encore justifié. Telle était bien la différence que nous souhaitions avec la gestion Giscard-Barre. Cette gestion immobile et satisfaite de l'inéluctable. Rien n'encolérât plus le meilleur économiste de France que d'entendre celui qui n'était encore que le premier secrétaire du Parti socialiste décoller un moment de la prose des chiffres et des « faits », pour rêver un autre avenir. Les rêves valent ce que valent les rêveurs. Rêver d'une France qui aurait renversé la logique de la croissance sauvage et désordonnée pour une autre existence de ses citoyens, mieux intégrée dans notre espace, plus équilibrée, moins dure aux défavorisés, ce n'était ni fou ni irréalisable.

Entendre ce langage, c'était donner une nouvelle chance à ce socialisme que Péguy avait considéré avec quelque amitié aux aurores de notre temps. Aurons-nous la même déception que lui ? C'est toute la question. Que notre Mitterrand ne soit pas son Jaurès ! Certes, il y a bien des courants au sein de la tradition socia-



par
Gérard
leclerc

L'avenir du socialisme

liste française et l'autogestion correspond à un caractère tout à fait original de notre histoire ouvrière. Mais il est arrivé à bien des reprises, que la politique socialiste ait perverti et tué la mystique socialiste. Des tournants ont été pris, qui ont, à des moments très repérables, dénaturé l'espoir socialiste. Au moment où Jaurès fonde *L'Humanité* et refuse à Péguy la collaboration des gens des *Cahiers*, un choix est fait, d'autant plus grave qu'il décide du destin intellectuel et spirituel de la gauche.

On peut toujours reconstruire l'histoire à son goût. Mais que l'on imagine Jaurès répondant à l'appel de Péguy. Le destin du socialisme français en aurait été transformé. Dans sa belle biographie de l'ami de sa jeunesse, Daniel Halévy esquisse avec beaucoup de délicatesse le différend : « *Durant les premières années, si difficiles, des Cahiers, Jaurès ne manqua jamais de répondre aux appels de Péguy. Péguy, d'autre part, ne manqua jamais de souligner les pages qu'il imprimait ainsi par des avertissements précis. Il voyait Jaurès, tempérament génial, mais de faible armature, glisser sur la pente des dogmatismes scientistes et marxistes. Que pensait Jaurès du jeune avertisseur, et des avertissements mêmes ? « J'ai tout de même, écrivait-il vers la fin de sa vie, ma pensée de derrière la tête sur ce monde cruellement ambigu. » Pensée qu'il n'a jamais imprimée ni confiée. Pas davantage sa pensée sur Péguy.* »

Rien ne m'empêchera de considérer la rupture Péguy-Jaurès comme hautement symbolique, si d'aventure quelque historien la considérerait comme anecdotique. Jaurès avait toute une part de lui-même apte à comprendre l'auteur d'Eve. Le jour de sa mort, il avait confié

à Léon Bérard l'estime dans laquelle il tenait le *Cahier* sur Bergson. Mais le fait qu'il ait préféré ce que Péguy détestait le plus dans un socialisme politicien, bientôt fourré jusqu'au cou dans l'expérience combiste, l'a éloigné sans remède du meilleur de lui-même.

Il me semble que le socialisme français d'aujourd'hui est confronté à une épreuve semblable. Même s'il n'est plus en son sein ou ses parages de *Cahiers* de la quinzaine. Après tout le prodigieux exemple d'une Pologne dont le combat pour la liberté ne rallie par pour autant le cœur du capitalisme occidental, pourrait inciter à une réflexion salutaire et décisive. Elle pourrait d'abord lui permettre d'éclaircir définitivement la question du marxisme-léninisme et du dérapage totalitaire de l'expérience socialiste. Il ne lui suffit pas de condamner les atteintes aux droits de l'homme. Il faudrait aussi les référer à leurs vraies causes. Nous sommes très loin du compte. Une certaine tournure de pensée étroite, déplorablement rabougrie, manquant pour tout dire de toute profondeur spirituelle et métaphysique, empêche le socialisme de comprendre le véritable enjeu du monde totalitaire. Les socialistes d'aujourd'hui sont en général aussi peu à même de comprendre Soljenitsyne que leurs prédécesseurs l'étaient de comprendre Péguy.

Un exemple presque ahurissant a été donné de cette radicale impuissance de pensée par M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale. Ce haut personnage de l'Etat P.S. interrogé à l'émission de radio face au public n'a pas craint de déclarer que lorsqu'il y avait atteinte aux droits de l'homme en Union soviétique, il était très peiné parce que cela était à la fois contraire à la constitution soviétique et à l'idéal défendu par le parti communiste. C'est tout juste s'il n'a pas dit que c'était contraire à l'idéologie communiste !

« De l'Afrique du Sud, expliquait-il, rien ne saurait nous étonner et nous peiner. Tout est inscrit dans l'idéologie de ce pays. Mais pour l'Union soviétique, c'est différent. » A vous faire tomber les bras d'impuissance ! Après les témoignages de tous les dissidents, après le Goulag, ne pas voir que le système porte en lui-même la mort de l'homme, est un signe alarmant d'une impuissance à comprendre le mal.

On peut, alors, concevoir les pires alarmes. Verra-t-on la République socialiste renouer avec ses habitudes d'intolérance, de sectarisme jamais clairement désavouées ? Verra-t-on ce gouvernement sombrer dans un laïcisme totalitaire ? On a bien vu la F.E.N., ces derniers jours, déterrer la hache de guerre contre l'épiscopat, et dénoncer l'offensive « cléricale » comme aux meilleurs temps du combisme. Il est heureusement des réformes utiles et de grandes conséquences qui se préparent. Il est de meilleurs signes. Mais le gouvernement socialiste n'échappera pas à la dure conversion que lui impose l'enjeu même d'une révolution en cette fin de siècle. Ou changer en s'approfondissant pour s'ouvrir à un spirituel qui lui est dramatiquement étranger. Ou sombrer en enterrant l'espoir qu'il a fait naître. Avant de faire la révolution, les socialistes doivent commencer par leur propre révolution culturelle.

Gérard LECLERC

« Cette gloire pour qui jadis
j'ai fui l'enfance »
Mallarmé

l'enfant triste

La postérité, qui n'a pas beaucoup d'imagination, fait les choses en gros, pour qu'on les voie de loin.

Les petits élèves peuvent ainsi reconnaître les auteurs à quelques signes particuliers bien choisis. Malraux attend les visiteurs avec un chat, sous des lambris à sphinges copiées de la station « Louvre », la salade du Quichotte sur les genoux et le regard dissipateur d'ombres. Péguy a la barbe dreyfusarde, des galoches à pélerinages, un joli pantalon garance et deux trous rouges au côté droit, pour montrer qu'il était sérieux, quand il disait goûter les justes guerres. Quant à Montherlant, il ressemble au Marc-Aurèle équestre, ses répugnances lui servant de cheval.

Nimier a été pourvu d'abondance en accessoires de l'époque, jusqu'à la route humide de septembre pour film américain.

Pour les écrivains comme pour l'alcool de gentiane, les meilleures marques sont les plus imitées. Si « faire école » veut dire laisser reproduire ses tics, Nimier ne manque pas de disciples. Les magazines regorgent de jeunes gens qui s'étudient à la désinvolture. Désabusement goguenard, lassitude hautaine, mais sens de l'histoire bien compris : les nouveaux bien-pensants ont de la prudence, ils se savent regardés.

Nimier eut la renommée plus grande que l'œuvre, plus longue que la vie. Ces menus essais rassemblés seront peut-être de lui le plus consistant, et le plus délectable. Un grand écrivain mûrissait. Il avait de la pudeur, de l'humeur et de l'honneur, et des lettres - ce qui va bien ensemble. Il avait du goût pour Tallemant et pour Chardonne, pour le petit duc et le gros consul, pour Mérimée et Cingria. On dit même qu'il parlait latin sans accent.

Ses imitateurs sont plus désargentés. A défaut, ils évoquent entre deux phrases ses « colères de jeune droite », ses rêveries d'enfance, fécondes de tous les fascismes - on sait que le grand Meaulnes mourut chemise brune - son « improvisation monarchiste », et ses indignations reprises de Bernanos

« qui firent l'honneur de la grande réaction catholique ». On ne risque rien à saluer le folklore.

Le trait dominant de la Révolution, de toutes les révolutions, est la bêtise. Maurras le disait et Joseph de Maistre, avant lui, parlait même de *bêtise assistée*. A cette mesure, une certaine intelligence, qui est le refus de se trahir trop, est « réactive », et sera toujours monarchiste. Je ne sais rien de plus juste, de plus clair et de plus émouvant que cette « *Histoire d'une reine morte* », ici recueillie. Mais on vous dira encore, la paupière basse de soupçon historique, que Marie-Antoinette n'était pas fréquentable. Il y a des places au tribunal révolutionnaire qui se perdent.

Les enfants sourient, paraît-il, devant « *l'aigrette poussièreuse des hussards* ». « Le Nouvel Observateur » l'affirme, qui est à l'abri de tous les sourires. Nulle pous-



■ Roger Nimier

sière à craindre, quand on est au vent dominant, fût-il courant d'air.

Mais ce sérieux journal se trompe : les enfants ne savent pas sourire. Il n'ont pas l'exercice de l'ironie, qu'ils laissent aux chroniqueurs avisés. Les passions des adultes leur semblent bien chétives; ils ne se consolent jamais tout-à-fait d'y être réduits un jour. « *Les enfants veulent toujours regarder derrière les miroirs* ». Nimier citait Joubert; il l'illustrera bientôt.

Où serait-il, le seigneur de Nimier-Pereire, l'âge venu des plaisirs académiques ? Décoré, entre Aragon et Poirrot-Delpech ? Prochain ambassadeur à Stockholm (son cher Gobineau le fut bien). Trompe-tristesse, tout cela. Il est mieux mort.

Philippe BARTHELET

Roger Nimier - *L'élève d'Aristote* - Ed. Gallimard, prix franco : 70 F. On lira aussi :

Cahiers Roger Nimier N°2, ed. Distique.

qu'est-ce qu'un portrait ?

Un portrait a l'étonnante prétention de *tirer*, d'abstraire, les traits essentiels du visage.

Portraire, c'est en français pour-traire : tirer l'essence. Le portraitiste prétend par quelques lignes dessiner, c'est à dire conserver : sauvegarder, tel visage. Mais tel visage c'est le contraire d'une abstraction ! Ce n'est donc pas l'essence du visage que nous donne le peintre, mais l'essence individuelle. Le peintre prétend dessiner ce qui fait l'unicité d'un visage. Comment l'image d'une réalité aussi étonnamment singulière que l'est le visage, peut-elle être retracée par les procédés bien connus de la peinture ?

Cela revient à se demander comment les images des choses sont possibles. Car le portrait de tel homme, est-ce ou non quelque chose de tel homme ? Et comme il

est manifeste que le portrait d'un tel « c'est bien lui ! », nous demandons la nature de la relation entre le modèle et son image... Bien des écrivains y ont rêvé. Edgar Poe, Balzac, Wilde. Voici un peintre qui s'interroge sur le visage des écrivains. Je vois une analogie entre le rapport de l'image au modèle, et le rapport de l'écrivain à son œuvre : à ses paroles. Nos paroles sont à notre image. L'image, c'est-à-dire nous-mêmes. Le lecteur bienveillant a déjà devancé l'autre analogie, l'analogie modèle : l'homme (disent sur tous et de tous les juifs et les chrétiens) est à l'image de Dieu. Peindre un visage c'est affirmer un monde de relations, c'est affirmer aussi que la vérité existe, comme adéquation entre l'esprit

(la main qui peint) et les visages. Non que la vérité soit déjà là, dévoilée. Mais elle est proche de nous. Proche de moi, pense l'écrivain, et par ses paroles plus magiques que techniques il s'efforce de l'invoquer. Proche de moi, pense le peintre, qui puis la re-susciter.

En nous présentant ces portraits d'écrivains, Brisbois nous ramène à l'origine de la littérature : le visage humain à l'image de Dieu, c'est à dire selon le logos, selon le Verbe : la Parole de Dieu; le visage humain comme à haute voix parle : s'émerveille de et dit le mystère adorable de la parole.

Ghislain SARTORIS

Patrice Brisbois - *Portraits* - préface de Gilles Dajoux, Editions Mithra / P.G.D.S.



Dans le numéro 12 de «Royaliste-Cahiers-Trimestriels», Luc de Goustine avait fait une analyse des travaux du Comité d'Action Censier en Mai 1968 et il accompagnait cet article d'un conseil à l'intention de notre comité de rédaction : faire un numéro critique et contradictoire sur Mai 68.

Le conseil a été suivi et l'essentiel du numéro 13 de «R.C.T.» qui vient de paraître est en effet consacré à Mai 68. Ceci dans le respect d'une double exigence : celle d'un retour aux textes avec l'élaboration d'un bilan et d'une analyse critique, mais aussi celle de questionner notre époque et de confronter les transformations amorcées aujourd'hui à la vague de fond de Mai 68.

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO 13 :

- Mémento de Mai 68
- Maurice Clavel et Mai 68
- La commune étudiante à travers ses tracts
- Critique de l'économie : l'ambivalence de Mai
- Autonomie et pouvoir
- Une révolution désirante
- Entretien avec Edgar Morin

RAPPEL : le prix de l'abonnement à «R.C.T.» est de 35 F pour 4 numéros (soutien 50 F) à l'ordre de «Royaliste», CCP 18 104 06 N Paris. Le prix de chaque numéro est de 12 F franco.

une stratégie efficace

Poursuivant une tactique élaborée et testée l'année dernière, les étudiants de la N.A.R. ont participé cette année aux élections universitaires en présentant des listes ouvertement royalistes. Sans illusion, certes, quant au pouvoir réel des Conseils d'U.E.R. de modifier considérablement la vie universitaire, nous avons considéré qu'il s'agissait là d'une occasion offerte d'exposer publiquement les conditions d'un changement réel d'un système universitaire sclérosé et inadapté.

A Paris, nous avons choisi deux facultés, symboliques depuis Mai 68, la Sorbonne et Nanterre, pour y présenter nos listes «Royaliste Université».

Face aux listes prétendument «apolitiques» et purement gestionnaires et à celles «de gauche» dont l'unique objectif est de reproduire la singerie politicienne et de monopoliser un pseudo-débat, les propositions des étudiants royalistes tranchaient.

Cette stratégie universitaire a porté des fruits, et le nombre des suffrages recueillis a été bien supérieur à celui auquel nous nous attendions. Cela est dû en partie au regain d'intérêt pour ces élec-

tions provoqué par la suppression des quorums imposés par le régime précédent pour limiter l'accès des étudiants aux conseils d'U.E.R. En Sorbonne-Philosophie, nous dépassons 11% des suffrages et obtenons deux élus (sur 15 sièges à pourvoir).

L'expérience de cette année, encore volontairement limitée, nous incite à prévoir dès aujourd'hui une participation beaucoup plus importante en 82/83 et en particulier à l'étendre aux facultés de province où des tactiques différentes ont pu jusqu'à présent être mises en œuvre. Pour cela un travail préparatoire de réflexion sur notre projet universitaire, et d'organisation matérielle doit être entrepris, et nous souhaitons y associer le plus grand nombre possible d'étudiants, lecteurs de «Royaliste» et sympathisants de la N.A.R.. Il suffit pour cela de prendre contact en nous écrivant.

J-M TISSIER
responsable du
Collectif étudiant

P.S. Le numéro 17 de «Royaliste-Université» est paru : abonnement normal étudiant : 10 F pour 4 numéros, abonnement non étudiant et abonnement de soutien : 30 F à l'ordre de «Royaliste».

PARIS

MERCREDIS DE LA NAR

Réunions tous les mercredis à 20 heures dans les locaux du journal. Les conférences sont suivies, pour ceux qui désirent continuer les discussions, d'un buffet froid (participation aux frais du buffet : 12 F).

Mercredi 10 février : Pas de réunion en raison des vacances scolaires.

Mercredi 17 février : Philippe de SAINT ROBERT : «La politique étrangère de la France depuis le 10 mai».

Mercredi 24 février : Philippe ROBRIEUX : «Le parti communiste français après le 24ème congrès».

Mercredi 3 mars : Marcel JULIAN : «Pour une télévision libre».

deux chances pour gagner

Chacun de nos lecteurs est invité à participer à notre grande opération d'abonnements d'essai :

En quoi consiste cette opération ?

Essentiellement à sélectionner cinq personnes de vos relations ou amis, auxquelles vous allez offrir un abonnement d'essai à «Royaliste» de trois mois. Le prix de chacun de ces abonnements a été fixé à la somme de 10 F qui ne représente qu'une partie de leur coût réel.

Votre première chance de gagner. Nous organisons une loterie avec les bulletins de participations : par tirage au sort, tous les vingt bulletins, l'un d'entre eux sera sélectionné et donnera au gagnant le droit à une superbe figurine historique (d'une valeur de 180 F) en plomb à choisir dans nos collections.

Votre deuxième chance de gagner. Si l'un des bénéficiaires de vos abonnements d'essai s'abonne à la suite de celui-ci (abonnement de 6 mois ou un an) vous aurez droit, pour chaque abonnement, à choisir un cadeau d'une valeur de 60 F dans notre catalogue librairie (ou de bénéficier d'un avoir de cette valeur).

Quelques ultimes précisions :

- Seuls les bulletins complets, accompagnés de leur règlement (soit la somme de 50 F) seront pris en considération pour le tirage au sort.
- Chaque lecteur peut participer plusieurs fois, il suffit de recopier le bulletin de participation.
- La date limite d'envoi des bulletins est fixée au 31 mars, mais les tirages au sort auront lieu à chaque fois que vingt nouveaux bulletins seront parvenus.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51 700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (35 F), 6 mois (65 F), un an (110 F), de soutien (250 F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Le mythe semblait épuisé, et le vieil idéal, oublié. Pourtant cela reparaît depuis quelques mois, en des points trop divers pour que le phénomène puisse être négligé : il y a de «nouveaux républicains», ou du moins la résurgence d'attitudes désuètes et de références fanées qui voudraient nous le faire croire. La chose s'est vue, en mai dernier, lors de la cérémonie du Panthéon, puis pendant le congrès socialiste de Valence. Les paroles anciennes ont été entendues, d'abord prononcées par M. Yvan Blot, théoricien anti-égalitaire du Club de l'Horloge, puis par M. Chirac lors des Assises du R.P.R. Le fait est désormais établi : chacun, à gauche comme à droite, se veut «républicain».

Saluons donc la renaissance de ce mythe, en nous gardant de toute dérision. Il y a, dans l'attitude de MM. Mitterrand et Chirac, une volonté respectable de réenracinement, née de l'angoisse secrète qu'ils éprouvent devant tant d'effondrements idéologiques et sociaux. Après tout, pourquoi par le recours au mythe républicain ? N'avons-nous pas toujours affirmé que des traditions différentes pouvaient et devaient coexister ?

Un risque existe cependant : que ce mythe ne soit pas la référence à une histoire héroïque mais la reconstruction d'un passé douteux ; que cette république idéale n'exprime pas l'exigence commune de justice et de liberté, mais fasse oublier les traditions véritables des socialistes et des «chiraquiens». Je ne nie pas la sombre grandeur de certaines journées et de certains discours révolutionnaires. Mais tout de même ! Robespierre, la Terreur, ce n'est pas un accident historique mais le commencement de la logique totalitaire. Et les soldats de l'An II, chers à Charles Hernu, marquent l'entrée dans la guerre de masses, prélude aux guerres d'enfer de notre siècle. Et comment oublier le génocide vendéen ?

Parole de royaliste, dira-t-on. Mais les socialistes peuvent-ils vraiment se reconnaître dans la République bourgeoise qui fait triompher le capitalisme, dans cette Liberté abstraite qui permet d'organiser l'exploitation concrète, dans l'interdiction républicaine du droit d'association ? Rousseau n'est pas le père du socialisme français, et les syndicalistes révolutionnaires n'étaient pas de farouches républicains... Quant aux chiraquiens, peuvent-ils oublier que l'inspiration du général de Gaulle fut capétienne, et que son affir-

les nouveaux républicains



par
bertrand
renouvin

mation de la légitimité le séparait de la «République des Républicains» : qui n'est rien d'autre que celle des partis ?

MANIPULATION CYNIQUE ?

Ces questions posées, comment expliquer les raisons de cette fuite dans la mythologie ? La première hypothèse est celle de la manipulation cynique : on imagine sans peine les apparatchikis socialistes et chiraquiens cherchant «ce qui pourrait faire bouger les militants» et renouveler «l'image de marque». Attitude logique, quand la vie politique est organisée comme un spectacle. Mais cette explication ne suffit pas. Si le besoin de mythologie se fait sentir à droite comme à gauche, c'est que nous venons de vivre la faillite de toutes les religions séculières (fascisme, communisme) qui mobilisaient facilement les enthousiasmes. Désormais, chacun se méfie des doctrines et cherche d'indolores produits de substitution. Le malheur, pour nos «nouveaux républicains», est que les racines du totalitarisme se trouvent, en partie du moins, dans la tradition à laquelle ils veulent se rattacher.

Il y a plus inquiétant encore : à droite, le recours au mythe semble traduire une perte du sens du réel. Alain Juppé a raison de dire que «quand un pouvoir s'exaspère et se radicalise c'est qu'il sent la confiance du peuple lui échapper». L'observation est vraie pour tout parti, et singulièrement pour le R.P.R. Il est par exemple délirant d'opposer «l'idéal

républicain» au «marxisme» alors que la tradition républicaine a disparu en France (ou se survit dans l'esprit laïque dénoncé par le R.P.R.), que le Parti socialiste n'est évidemment pas marxiste, et que le marxisme lui-même est moribond. Folie que de se battre à coup de cadavres idéologiques.

Reste à mesure les dangers de cette fuite dans la mythologie, (1) sans reprendre d'inutiles polémiques antirépublicaines (2) :

— la mythologie «républicaine» masque un réalisme sordide. Quand M. Chirac vante la liberté, c'est celle des «forces productives», celle d'un capitalisme qui détruit l'homme, la nature et la société. Mais les socialistes ne sont pas moins hypocrites quand, après avoir donné des leçons de morale à l'univers, ils signent sans sourciller un important accord commercial avec l'U.R.S.S.

— cette mythologie est aussi le masque d'un totalitarisme rampant. Lors de la publication du «projet socialiste», nous avions dénoncé la tendance du P.S. à intervenir dans le domaine moral, à régenter la vie des personnes. (3) De même, il est grave que M. Toubon se charge, au nom du R.P.R., de définir des valeurs morales à défendre. L'Etat n'a pas à créer les rapports sociaux, mais à poser les conditions de leur existence ; il n'a pas à dicter la conduite des personnes, mais à garantir leur vie. A plus forte raison les partis, porteurs d'idéologies et d'intérêts.

Le totalitarisme n'est pas seulement dans les discours -ridicules ou odieux- de nos «citoyens vertueux». Il naît d'une rivalité mimétique qui augmente au fur et à mesure que s'estompent les différences concrètes. (4)

Ce n'est pas l'idée de la «République» qui nous fait peur, mais ce qu'elle signifie profondément : la stérilité de ces luttes politiques qui mettent aux prises des partis toujours plus identiques, l'enfermement dans le «réalisme» le plus étroit (l'argent, la puissance, le commerce avec n'importe qui...) et cette fuite dans n'importe quelle forme de sacré, dans n'importe quelle mythologie, pourvu que l'on puisse s'évader de «l'enfer des choses».

Cette mécanique risque de n'épargner personne : ni les partis nationaux, ni les mouvements régionalistes, ni les religions, ni nous autres royalistes, si nous n'y prenons garde dès maintenant.

Bertrand RENOUVIN

(1) Au sens familier défini par Littré «ce qui n'a pas d'existence réelle».

(2) Voir «Royaliste» 346.

(3) Royaliste 313.

(4) Cf René Girard : «Mensonge romantique et vérité romanesque», p. 161.